

CONSEIL COMMUNAL DU 17 MAI 2021
GEMEENTERAAD VAN 17 MEI 2021REGISTRE
REGISTER

Présents	Jean Laurent, <i>Président/Voorzitter</i> ;
Aanwezig	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Patrick Lenaers, Françoise de Halleux, Frank Van Bockstal, Aziz Es, Karim Sheikh Hassan, Maryam Matin Far, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen, Gisèle Mandaila, Arnaud Van Praet, Virginie Taittinger, Florence Pendeville, Anne Vandersande, Olivier Colin, Caroline Joway, Zacharia Moktar, Vincent Paul Louis Biauçe, Emeline Houyoux, Laure-Mélanie Defèche, Joanna Kaminska, Lucien Rigaux, Jean-Luc Debroux, Dennis Van Der Knaap, Thierry Mommer, Françoise Duvosquel, Elien Sohier, <i>Conseillers</i> <i>communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Annick Petit, <i>Secrétaire communal f.f./wnd. Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Rik Jellema, Colette Njomgang, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ;
Verontschuldigd	Bernard de Marcken de Merken, André du Bus, Rachid Madrane, Audrey Petit, Ethel Savelkoul, Louise- Marie Bataille, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

L'urgence sur le point est adoptée.
De dringendheid van het punt wordt goedgekeurd.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Affaires générales - Algemene Zaken**

17.05.2021/A/0001 **Convention relative à la sous-traitance dans le cadre des appels par les communes concernant les réservations pour la vaccination.**

Le Conseil communal

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que la moyenne régionale bruxelloise du taux de vaccination pour la population au-dessus de 64 ans est estimée à 75 %;

Considérant que l'objectif fédéral est de vacciner 80 % de la population, sans distinction des tranches d'âge ;

Considérant les taux de vaccination de la population etterbeekoise à la date du 12 mai 2021 (source : COCOM) :

- + de 85 ans : 73 % ;
- entre 74 et 85 ans: 74% ;
- entre 64 et 75 ans: 75 % ;

Considérant qu'à la date du 10 mai 2021, il restait à Etterbeek 1372 personnes de plus de 65 ans non vaccinées;

Considérant que beaucoup de citoyens ignorent qu'ils peuvent dès à présent se faire vacciner et attendent leur tour, qui est pourtant déjà arrivé ;

Considérant que l'accès à la vaccination doit être facilité afin d'obtenir un degré de vaccination maximal;

Considérant qu'en vue de cet objectif de simplification de prise de rendez-vous vaccination et à l'appui du dispositif existant, les communes qui le souhaitent peuvent prendre contact avec leurs citoyens pour les aider dans leurs démarches;

Considérant qu'une convention décrit les modalités selon lesquelles cette initiative peut être mise en œuvre et la manière dont les données des citoyens sont mises à la disposition de la commune;

Considérant que le respect du RGPD est assuré par la Cocom (mise à jour quotidienne de la base de données, suppression périodique définitive des fichiers...);

DECIDE d'approuver la convention telle que reprise ci-dessous:

ENTRE

La Commission communautaire commune (Cocom), établie à 1040 Bruxelles, rue Belliard, 71 bte 1, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise 0240.682.833, et représentée par Nathalie Noël, Fonctionnaire Dirigeant des Services du Collège Réuni, en vertu de la délégation attribuée par le Collège réuni en date du 5 février 2021;

ci-après dénommée: la Cocom ou 'Responsable (du traitement);

et la commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent M. Le Bourgmestre Vincent De Wolf et , Madame Annick Petit, Secrétaire communal f.f. , en exécution d'une décision du [].

ci-après dénommée : la Commune ou 'Sous-traitant';

PREAMBULE

Afin de gérer la crise liée au COVID-19, un dispositif a été élaboré par la Cocom et piloté par les Services du Collège réuni en région bruxelloise, dont la vaccination fait une partie élémentaire.

Dans ce cadre, il est essentiel qu'un maximum de citoyens se fassent vacciner afin de

limiter la propagation du virus.

Afin d'obtenir un degré de vaccination maximal, tout est mis en œuvre pour faciliter l'accès à la vaccination pour la population.

Dans le but de simplifier la prise de rendez-vous pour la vaccination, et à l'appui du dispositif existant, les Communes qui le souhaitent, peuvent prendre contact avec leurs citoyens afin de les aider à prendre des rendez-vous pour leur vaccination.

Cette convention décrit les modalités selon lesquelles cette initiative peut être exécutée et la manière dont les données des citoyens sont mises à disposition de la commune

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1^{er} : Définitions

Les termes orthographiés avec une majuscule dans la présente convention de sous-traitance doivent être interprétés comme définis dans cet article ou ailleurs dans la présente convention.

RGPD	Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données) ;
Personne concernée	La personne physique identifiée ou identifiable à laquelle est traitée une Donnée à caractère personnel ;
Fuite de données	Une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, traitées ou stockées, ou l'accès non autorisé à ces données ;
Tiers	Toute personne physique ou morale, instance publique, autre que le Sous-traitant, le Responsable de traitement et leurs membres du personnel ou délégués ;
Mission	La mission telle que décrite dans la présente convention de sous-traitance.
Données à caractère personnel	Toute information se rapportant à une personne physique ou identifiable, comme définie à l'article 4, 1) du RGPD et traitée par le Sous-traitant dans le cadre de la Mission ;

Sous-traitant	Toute tierce partie à laquelle le Sous-traitant fait appel a traiter des Données à caractère personnel pour le Sous-T sans être soumise à l'autorité directe du Sous-traitant.
Disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres	Une disposition imposée par le droit de l'Union ou le droit des Etats membres (UE) ;
Traiter / Traitement	Toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées: l'aide de procédés automatisés et appliquées à des Données ensembles de Données à caractère personnel, telles que l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la consultation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement, l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction des données, comme également défini à l'article 4, 2) du RGPD
Contrat de sous-traitance	Le présent contrat.

Article 2 : Objet (art. 28, al. 3.a, RGPD)

2.1. Le Sous-traitant Traite les Données à caractère personnel pour le Responsable du traitement exclusivement comme décrit dans la Mission et conformément aux obligations fixées dans la présente convention de sous-traitance.

2.2. La Mission consiste pour le Sous-traitant à contacter les citoyens invités à la vaccination mais n'ayant pas encore fait de réservation. L'objectif est d'aider ces citoyens à prendre rendez-vous pour se faire vacciner, pour autant qu'il le souhaite.

Les données de contact des citoyens concernés sont fournies par la Cocom sous format électronique via un sharepoint sécurisé et ne contiennent que les informations minimales nécessaires afin de pouvoir prendre contact avec les personnes concernées pour leur aider à prendre des rendez-vous pour leur vaccination.

Le Responsable et le Sous-traitant décideront ensemble quels groupes de citoyens feront l'objet de ce Traitement.

Le Sous-traitant, qui se présente au citoyen dans son rôle de Sous-traitant de la Cocom, peut proposer aux citoyens de les aider à faire leurs réservations pour une vaccination dans l'outil de réservation Bru-Vax ou de faire les réservations à leur place. Ceci peut nécessiter une communication du NISS du citoyen au Sous-traitant qui ne peut être faite que moyennant l'accord du citoyen. Le NISS du citoyen peut uniquement être inscrit dans l'application de réservation Bru-Vax et ne peut pas être noté sur un document distinct ou dans un outil autre que Bru-Vax.

En cas de questions des citoyens pour lesquelles le Sous-traitant n'a pas de réponse, il réfère le citoyen vers le centre d'appels vaccination dont le numéro est le 02/214.19.19. Le Sous-traitant renseigne les citoyens quant aux différents dispositifs de support d'aide pour

la vaccination (par exemple les services de transport vers les centres de vaccination) ou pour toute autre besoin que le citoyen pourrait exprimer.

Après avoir traité la liste des citoyens à contacter ou lorsque le Sous-traitant décide d'arrêter de contacter les citoyens, le Sous-traitant informe le Responsable des citoyens qu'il a réussi ou essayé de contacter via le même canal sécurisé, et il détruit immédiatement et de manière adéquate les Données reçues.

2.3. Tout Traitement autre que celui décrit dans la Mission est strictement interdit, y compris la transmission de Données à caractère personnel à des Tiers, sauf si l'une des conditions suivantes est remplie :

- le Responsable du traitement a donné des instructions écrites pour exécuter des Traitements supplémentaires ; ou
- une disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres oblige le Sous-traitant à effectuer ce Traitement supplémentaire. Le cas échéant, le Sous-traitant informera le Responsable du traitement dans un délai raisonnable avant le Traitement supplémentaire de la prescription légale précitée, sauf si cette législation interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public. Le Sous-traitant fait cela dans un délai tel que le Responsable du traitement puisse engager d'éventuelles voies de recours contre le Traitement des Données à caractère personnel.

2.4. Les Données à caractère personnel Traitées dans le cadre de la Mission sont

- Prénom & nom
- Numéro de téléphone
- Adresse postale
- Adresse email

2.5. Personnes impliquées dans le Traitement:

De la part du Responsable:

- Personne responsable pour ce dispositif de la part des Services du collège réuni:
Louise De Viron

La personne responsable du dispositif pour les Services du Collège réuni détermine les personnes faisant partie du dispositif pour les Services du Collège réuni et la personne de référence pour la Commune.

De la part du Sous-traitant

- Personne responsable pour ce dispositif de la part de la Commune: []
- Personne de contact qui reçoit les Données: []
- Personnes qui prennent contact avec les citoyens: []

La personne responsable du dispositif communal détermine les personnes faisant partie du dispositif communal et la personne de contact pour les Services du Collège réuni.

Les Services du Collège réuni & la Commune s'assurent que les personnes impliquées dans ce dispositif ont le profil approprié pour les interventions envisagées qui sont de nature sensible et sont tenues au secret professionnel.

2.6. Le Sous-traitant informe immédiatement le Responsable du traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation du RGPD ou d'autres dispositions de l'Union ou du droit des Etats membres.

Article 3 : Sécurité (art. 28, al. 3.c, RGPD)

3.1. Le Sous-traitant prend toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées qui sont nécessaires afin de sécuriser les Données à caractère personnel, compte tenu de l'état de la technique en la matière et du coût de la protection, ainsi que de la nature, de l'ampleur, du contexte et des finalités du traitement et des divers risques en termes de probabilité et de gravité pour les droits et libertés des personnes. Le sous-traitant protégera en particulier les Données à caractère personnel contre la destruction, la perte, la falsification, la diffusion ou l'accès non autorisé et toute autre forme de Traitement illégal.

3.2. Communication sécurisée

Echange d'informations entre les Services du Collège réuni & la Commune

Un site Sharepoint sécurisé sera établi pour les échanges d'information entre les membres des Services du Collège réuni impliqués dans ce dispositif & la personne de contact de la Commune.

Vu la nature sensible de l'information traitée, le site Sharepoint ne sera accessible que par un nombre limité de personnes des équipes des Services du Collège réuni et des Communes.

L'accès sera nominatif et nécessitera un mot de passe personnel.

Les Communes ne disposeront que des Données des citoyens de leur territoire.

La sécurité du Sharepoint est garantie par les Services du Collège réuni.

Circulation d'information à l'intérieur des équipes de la Commune

La Commune s'assurera que les Données ne sont accessibles que par les personnes impliquées dans ce dispositif: uniquement les personne(s) de contact de la Commune et les agents de contact. Les agents de contact ne reçoivent les informations que des prises de contact qui leur sont confiés.

Les moyens de communication utilisés par la Commune sont sécurisés

Autres mesures techniques et organisationnelles à prendre par la Commune :

Les données resteront disponibles sur le site Sharepoint pendant un maximum de 14 jours et seront ensuite supprimées ; après un maximum de 7 jours, la Commune supprimera toutes les données personnelles concernées sur tous les autres supports d'information.

La Commune tient une liste de toutes les personnes qui ont accès aux données à caractère personnel (qui est plus large que les personnes qui ont accès au site Sharepoint) ; l'administration de l'accès est effectuée par une personne désignée au sein de la Commune.

Les personnes qui ont accès aux données à caractère personnel concernées signent une déclaration de confidentialité dans laquelle elles acceptent les règles explicites suivantes :

ne pas copier, ne pas transmettre, n'utiliser que pour la finalité spécifiée et ne pas établir de lien avec d'autres données à caractère personnel en dehors de cette finalité.

Article 4 : Traitement par des Sous-traitants ultérieurs (art. 28, al. 4, RGPD)

4.1. Sauf autorisation préalable spécifique écrite du Responsable du traitement, le Sous-traitant ne peut pas avoir recours à un ou plusieurs Sous-traitants ultérieurs pour le Traitement des Données à caractère personnel.

4.2. Le Sous-traitant fournit au Responsable du traitement une liste claire des Traitements qu'exécutera un Sous-traitant ultérieur dans le cadre de la présente convention. Cette liste doit être soumise à l'approbation du Responsable du traitement et, après approbation, être jointe en Annexe 1.

4.3. Si le Sous-traitant souhaite désigner un nouveau Sous-traitant ultérieur ou remplacer un Sous-traitant ultérieur existant, il demande chaque fois, dix (10) jours calendrier avant que le Sous-traitant ultérieur soit désigné, l'autorisation écrite du Responsable du traitement via l'adresse e-mail dataprotection@ccc.brussels.

4.4. Le Sous-traitant imposera, par contrat écrit, au Sous-traitant ultérieur les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au Sous-traitant dans la présente convention de sous-traitance, de sorte que le Traitement réponde aux exigences du RGPD.

4.5. A l'égard du Responsable du traitement, le Sous-traitant continue d'assumer la responsabilité du respect des obligations du RGPD, de la législation nationale applicable et telles que fixées par la présente convention de sous-traitance pour ses Sous-traitants ultérieurs.

4.6. Sur simple demande, le Sous-traitant fournit immédiatement au Responsable du traitement une copie des éventuels contrats de sous-traitance ultérieur, le cas échéant, à l'exception du règlement financier entre le Sous-traitant et le Sous-traitant ultérieur.

Article 5 : Aide (art. 28, al. 3.e et f, RGPD)

5.1. Généralités

Compte tenu de la nature du Traitement, et des informations étant à sa disposition, le Sous-traitant fournira au Responsable du traitement toutes les informations et toute l'aide qui est nécessaire et/ou qui peut raisonnablement être attendue de sorte que le Responsable du traitement soit en mesure de respecter ses obligations en tant que Responsable du traitement du chef des articles 32 à 36 inclus du RGPD et de fournir la preuve de ce respect.

5.2. Aide lors de requêtes des personnes concernées

Le Sous-traitant prendra toutes les mesures possibles pour que le Responsable du traitement puisse répondre aux requêtes d'une personne concernée qui s'en réfère aux droits mentionnés ci-après et, le cas échéant, le Sous-traitant fournira toute collaboration au Responsable du traitement en ce qui concerne :

- le droit de consultation et, entre autres, d'obtenir une copie des Données à caractère personnel qui sont traitées ;
- le droit à la rectification des Données à caractère personnel ;
- le droit à l'effacement des données (« le droit à l'oubli ») ;
- le droit à la limitation du Traitement ;
- le droit à la portabilité des Données à caractère personnel ;
- le droit d'opposition ;
- le droit de ne pas être soumis à une prise de décision individuelle automatisée, y compris au profilage.

Si une personne concernée s'adresse directement au Sous-traitant pour se prévaloir de l'un des droits précités, le Sous-traitant le signalera immédiatement au Responsable du traitement via l'adresse e-mail dataprotection@ccc.brussels et répondra uniquement à la requête de l'intéressé après accord du Responsable du traitement.

5.3. Aide au respect de l'obligation d'analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD - art. 35, RGPD)

Une analyse d'impact relative à la protection des données sera réalisée par le Responsable et par le Sous-traitant.

Tenant compte de la nature du Traitement et des informations étant à sa disposition, le Sous-traitant apportera toute aide au Responsable du traitement lors de l'obligation d'analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD) et notamment pour parvenir à une évaluation et gestion des risques à part entière et correctes. Quand un Traitement de données à caractère personnel existant sera réalisé selon un nouveau processus technologique, le Responsable du traitement vérifiera si une AIPD doit être réalisée et en informera le Sous-traitant afin de lui demander son aide.

Si nécessaire et à la demande du Responsable du traitement, le Sous-traitant aidera le Responsable du traitement à veiller à ce que les obligations suite à la réalisation d'une AIPD soient respectées. S'il ressort d'une AIPD que le Traitement représenterait un risque élevé pour la protection des données, le Sous-traitant, à la demande du Responsable du traitement ou de l'autorité de contrôle, fournira toutes les informations nécessaires dans le cadre de la consultation préalable.

Article 6 : Confidentialité (article 28, al. 3.b, RGPD)

6.1. Le Sous-traitant s'engage expressément à garantir le caractère confidentiel et la sécurité des Données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de la Mission.

6.2. Le Sous-traitant assure que tous les membres du personnel ou préposés ayant accès aux Données à caractère personnel concernées respecteront le caractère confidentiel et la sécurité de ces Données à caractère personnel. Le Sous-traitant veillera à ce que les membres du personnel ou préposés n'aient accès aux Données à caractère personnel que s'ils sont dûment liés par une obligation de confidentialité légale ou contractuelle.

6.3. Le Sous-traitant confirme explicitement qu'il ne communiquera aucune Donnée à caractère personnel dans le cadre de la présente convention ou renseignement en découlant à une tierce partie et qu'il n'utilisera, ni ne traitera, à aucun moment, les Données à caractère personnel pour ses propres besoins ou finalités et qu'il ne copiera pas ces Données à caractère personnel (à moins que cela ne soit strictement indispensable à l'exécution de la présente convention de sous-traitance).

6.4. Le Sous-traitant a le droit de réaliser une sauvegarde des Données à caractère personnel disponibles afin de pouvoir garantir un service continu. Cependant, si la sauvegarde n'est plus nécessaire, elle sera supprimée de façon adéquate et définitive.

Article 7 : Registre des activités de traitement (article 30, al. 2, RGPD)

Conformément à l'article 30, alinéa 2, RGPD, le Sous-traitant tient un registre de toutes les catégories de Traitements qu'il effectue/a effectués pour le Responsable du traitement. Ce registre - qui est présenté sous une forme écrite (notamment la forme électronique) - mentionne :

- le nom et les coordonnées du Sous-traitant et du Responsable du traitement (le cas échéant, du représentant du Responsable du traitement ou du Sous-traitant) et du représentant du responsable du traitement ou du sous-traitant et celles du délégué à la protection des données;
- les catégories de Traitements effectués pour le compte du Responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de Données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, le cas échéant (voir article 49, alinéa 1^{er}, RGPD), les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles visées à l'article 32, alinéa 1^{er}, RGPD.

Article 8. Lieu du Traitement et transferts (art. 28, al. 3.a et art. 48, RGPD)

8.1. Le Traitement de Données à caractère personnel peut uniquement avoir lieu sur le territoire de l'un des États membres de l'Espace économique européen (EEE), peu importe que le Traitement soit exécuté par le Sous-traitant ou par un Sous-traitant ultérieur. Le Sous-traitant garantit qu'il ne transfère ou ne rend disponible ou accessible autrement aucune Donnée à caractère personnel à des pays ou des organisations ne faisant pas partie de l'EEE, sauf s'il en a reçu l'instruction du Responsable du traitement.

8.2. Une demande de transfert ou la fourniture de Données à caractère personnel à un pays ne faisant pas partie de l'EEE, sur la base d'un jugement ou d'une décision d'une autorité administrative ne peut être acceptée que si ce jugement ou cette décision sont fondés sur un accord international, tel qu'un traité d'entraide judiciaire, en vigueur entre le pays tiers demandeur et l'Union ou un État membre (sans préjudice d'autres motifs de transfert à un pays tiers fixés au chapitre V du RGPD). Le cas échéant, le Sous-traitant informera le Responsable du traitement, immédiatement et avant le transfert, de la demande à l'adresse e-mail dataprotection@ccc.brussels.

Article 9 : Signalement d'une violation de Données à caractère personnel (art. 33 - 34, RGPD)

Le Sous-traitant informe le Responsable du traitement à l'adresse e-mail dataprotection@ccc.brussels immédiatement - et au plus tard dans les 4 heures - après avoir pris connaissance d'une Fuite de données. En vue de la notification de la violation par le Responsable du traitement à l'autorité de contrôle (article 33, RGPD) et à la personne concernée (article 34, RGPD), le Sous-traitant communiquera dans ce cadre les données suivantes au Responsable du traitement :

- la nature de la violation y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues;
- les conséquences probables de la violation de Données à caractère personnel ;
- les mesures prises ou pouvant être prises pour lutter contre la violation de Données à caractère personnel y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Article 10 : Responsabilité (art. 82, RGPD)

10.1. Le Sous-traitant est responsable des dommages causés par le Traitement si (1) le Traitement ne respecte pas les obligations du RGPD qui incombent spécifiquement aux Sous-traitants, la convention de sous-traitance et les autres lois et règlements ou (2) le Sous-traitant a agi en-dehors des instructions licites du Responsable du traitement ou contrairement à celles-ci.

10.2. Le Sous-traitant peut être exonéré de responsabilité s'il prouve que le fait qui a provoqué le dommage ne lui est nullement imputable.

Article 11 : Audits (art. 28, al. 3.h, RGPD)

11.1. Le Sous-traitant s'engage expressément à faciliter et à contribuer à tout audit, contrôle ou enquête de la part du Responsable du traitement, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une personne ou d'un organisme habilité à cet effet afin de vérifier le respect de ses obligations.

Dans ce cas, le Sous-traitant fournit, à la demande du Responsable du traitement, entre autres, toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations liées à l'intervention d'un sous-traitant, telles que définies par l'article 28, RGPD et dans la présente convention de sous-traitance. Cela concerne en particulier les informations relatives à son Traitement des Données à caractère personnel et les mesures de sécurité prises.

11.2 Dans ce contexte, le Sous-traitant s'engage également à lui donner accès à ses locaux pour le Traitement afin de vérifier le respect de la présente de sous-traitance. Le Responsable du traitement s'engage à transmettre une copie du rapport d'audit au Sous-

traitant.

Article 12 : Résiliation (art. 28, al. 3.g, RGPD)

12.1. Le Sous-traitant ne conserve pas les Données à caractère personnel plus longtemps que nécessaire pour l'exécution de la Mission.

12.2. A la fin du Traitement, en fonction du choix du Responsable du traitement, le Sous-traitant supprimera toutes les Données à caractère personnel sur tous les supports ou, sur simple demande du Responsable du traitement, transfèrera les Données à caractère personnel au Responsable du traitement dans un délai de 90 jours et en supprimera les copies, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel.

12.3. Même après la résiliation du de la convention de sous-traitance et aussi longtemps que le Sous-traitant a accès aux Données à caractère personnel qui lui ont été confiées dans le cadre de la présente convention, le Sous-traitant reste soumis aux dispositions précédentes en matière de Traitement de Données à caractère personnel.

Article 13. Durée de la convention

13.1. La convention de sous-traitance débute le [DATE SIGNATURE] et reste en vigueur [pour une durée indéterminée] OU [jusqu'au [date]]

13.2. En cas de contrat à durée indéterminée, chaque Partie peut résilier la présente convention de sous-traitance en adressant à l'autre Partie une notification écrite motivée à cet effet.

Si le Responsable du traitement souhaite mettre fin au Contrat de sous-traitance, il le fait savoir par écrit au Sous-traitant à l'adresse e-mail de son Délégué à la protection des données ou Data Protection Officer (DPO) [] et de son représentant []. Le Contrat de sous-traitance prendra effectivement fin un mois après cette notification.

Si le Sous-traitant souhaite mettre fin au Contrat de sous-traitance, il le communique par écrit au Responsable du traitement via l'adresse e-mail du DPO dataprotection@ccc.brussels et au Fonctionnaire dirigeant des Services du Collège réuni nnoel@ccc.brussels. Le Contrat de sous-traitance prendra effectivement fin un mois après cette notification.

13.3. Le Responsable du traitement peut résilier immédiatement le présent Contrat de sous-traitance, sans avoir recours à un tribunal, en remettant au Sous-traitant un avis de résiliation écrit, si :

1. le Sous-traitant viole le présent Contrat de sous-traitance et cette violation ne peut être annulée ;
2. le Sous-traitant enfreint le présent Contrat de sous-traitance et, bien que cette infraction puisse être corrigée, le Sous-traitant ne parvient pas à remédier à l'infraction dans un délai de 30 jours à compter de la remise au Sous-traitant d'une mise en demeure écrite pour remédier à l'infraction ;

3. le Sous-traitant fait faillite ou est impliqué dans une liquidation ou une dissolution.

Article 14 : Droit applicable et litiges

14.1 Le présent Contrat de sous-traitance est régi par le droit belge.

14.2 En cas de litige concernant l'interprétation, l'application et/ou l'exécution du présent Contrat de sous-traitance, les Parties donnent priorité à la négociation en vue de tenter de résoudre le litige.

14.3 En cas d'échec des négociations, les Parties déclarent que le litige relèvera de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Article 15 : Coûts

Tous les services fournis dans le cadre de la Mission sont gratuits, sauf accord contraire.

Article 16 : Divers

16.1. Si une disposition du Contrat de sous-traitance s'avère totalement ou partiellement inapplicable, illégale ou nulle, ceci n'a aucune influence sur la validité, la légalité, et le caractère exécutoire des autres clauses.

Les Parties négocieront ensuite de bonne foi afin de remplacer cette disposition par une clause valide dont la signification et l'objectif sont aussi proches que possible de ceux de la clause devenue non valide.

16.2. Les modifications aux clauses du présent Contrat de sous-traitance doivent être apportées par écrit au moyen d'une clause de modification qui est ajoutée au présent Contrat de sous-traitance et qui doit être acceptée par les deux Parties.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Verwerkingsovereenkomst in het kader van de contacten die de gemeenten leggen voor de vaccinatieafspraken.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat de gemiddelde vaccinatiegraad in het Brusselse Gewest voor de bevolking ouder dan 64 jaar op 75 procent wordt geschat;

overwegende dat de algemene doelstelling is om 80 procent van de bevolking te

vaccineren, zonder onderscheid van leeftijdscategorie;
gelet op de vaccinatiegraad van de Etterbeekse inwoners op 12 mei 2021 (bron: GGC):

- 85-plussers: 73%
- tussen 74 en 85 jaar: 74%
- tussen 64 en 75 jaar: 75%

overwegende dat er op 10 mei 2021 in Etterbeek nog 1372 mensen ouder dan 65 jaar niet waren gevaccineerd;

overwegende dat veel mensen niet weten dat ze zich nu kunnen laten vaccineren en dat zij hun beurt afwachten, terwijl zij eigenlijk al aan de beurt kunnen komen;

overwegende dat de toegang tot vaccinatie moet worden vergemakkelijkt om een maximale vaccinatiegraad te behalen;

overwegende dat de gemeenten die dat willen contact kunnen opnemen met hun inwoners om hen te helpen met als doel om het gemakkelijker te maken om een vaccinatieafpraak te maken en het bestaande systeem te ondersteunen;

overwegende dat er een overeenkomst is waarin de voorwaarden voor de uitvoering van dit initiatief zijn vastgelegd en de manier waarop de gemeente over de gegevens kunnen beschikken;

overwegende dat de GGC zorgt voor de naleving van de AVG (dagelijks bijwerken van de databank, regelmatig definitief wissen van de bestanden...);

BESLIST om de onderstaande overeenkomst goed te keuren.

VERWERKINGSOVEREENKOMST IN HET KADER VAN DE CONTACTEN DIE DE GEMEENTEN LEGGEN VOOR DE VACCINATIEAFSPRAKEN

Deze overeenkomst wordt gesloten tussen:

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC), gevestigd te 1040 Brussel, Belliardstraat 71 bus 1, ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen met ondernemingsnummer 0240.682.833, en vertegenwoordigd door Nathalie Noël, leidend ambtenaar van de Diensten van het Verenigd College, op grond van de delegatie die bij beslissing van het Verenigd College van 5 februari 2021 werd verleend;

hierna: de GGC of “Verwerkingsverantwoordelijke”;

en de gemeente [], vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, namens wie handelen [de heer/mevrouw], burgemeester, en [de heer/mevrouw], gemeentesecretaris, ter uitvoering van een beslissing van [];

hierna: “de Gemeente” of “Verwerker”;

INLEIDING

Om de COVID-19-crisis te beheren, werkte de GGC een systeem uit dat de Diensten van het Verenigd College aansturen in het Brussels Gewest en waar de vaccinatie een

essentieel aspect van is.

In dit verband is het uiterst belangrijk dat zoveel mogelijk burgers zich laten vaccineren om de verspreiding van het virus te beperken.

Om een zo hoog mogelijke vaccinatiegraad te bereiken, wordt alles in het werk gesteld om de toegang tot vaccinatie voor de bevolking te vergemakkelijken.

Om een afspraak maken voor een vaccinatie te vereenvoudigen en ter ondersteuning van het bestaande systeem, kunnen de gemeenten die dat wensen contact opnemen met hun burgers om hen te helpen een afspraak te maken voor hun vaccinatie.

In deze overeenkomst wordt beschreven hoe dit initiatief kan worden uitgevoerd en hoe de gegevens van de burgers ter beschikking van hun gemeente worden gesteld.

TUSSEN DE PARTIJEN WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1: Definities

Begrippen die in deze Verwerkingsovereenkomst met hoofdletter worden gebruikt, moeten worden geïnterpreteerd zoals in dit artikel of elders in deze overeenkomst gedefinieerd.

AVG	Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene gegevensbescherming);
Betrokkene	De geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon waarvan een Persoonsgegeven betrekking heeft;
Datalek	Een inbreuk op de beveiliging die per ongeluk of op andere wijze leidt tot de vernietiging, het verlies, de wijziging of ongeoorloofde verstrekking van of de ongeoorloofde toegang tot doorgezonden, opgeslagen of anderszins verwerkte gegevens;
Derden	Elke natuurlijke persoon, rechtspersoon, overheidsinstelling of ander orgaan andere dan de Verwerkingsverantwoordelijke en hun personeel of aangestelden;
Opdracht	De Opdracht zoals omschreven in deze Verwerkingsovereenkomst;
Persoonsgegevens	Alle informatie over een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon, zoals ook gedefinieerd in artikel 4 van de Verordening (EU) 2016/679, die de Verwerker in het kader van de Opdracht Verwerkt;

Verwerker	Iedere derde partij die door de Verwerker wordt ingezet ten behoeve van de Verwerker Persoonsgegevens te zonder aan het rechtstreeks gezag van de Verwerker onderworpen;
Unierechtelijke lidstaatrechtelijke bepaling	of Een bepaling opgelegd door Unierechtelijke lidstaatrechtelijke wetgeving;
Verwerken / Verwerking	Elke bewerking of geheel van bewerkingen met betrekking tot Persoonsgegevens of een geheel van Persoonsgegevens uitgevoerd via geautomatiseerde procedés, zoals het vastleggen, ordenen, structureren, opslaan, bijwerken of aanvullen, opvragen, raadplegen, gebruiken, verstrekken door andere personen, verspreiden of op andere wijze ter beschikking stellen, aligneren of combineren, afschermen, vernietigen van gegevens, zoals ook gedefinieerd in AVG;
Verwerkingsovereenkomst	Deze overeenkomst.

Artikel 2: Voorwerp (art. 28, lid 3.a AVG)

2.1. De Verwerker Verwerkt Persoonsgegevens voor de Verwerkingsverantwoordelijke uitsluitend zoals omschreven in de Opdracht en overeenkomstig de in deze Verwerkingsovereenkomst vastgelegde verplichtingen.

2.2. De Opdracht van de Verwerker is contact opnemen met burgers die uitgenodigd zijn voor de vaccinatie maar nog geen afspraak gemaakt hebben. Het is de bedoeling deze burgers te helpen een afspraak te maken om zich te laten vaccineren als zij dat wensen.

De contactgegevens van de betrokken burgers worden door de GGC in elektronische vorm verstrekt via een beveiligde Sharepoint en bevatten enkel de minimale informatie die nodig is om contact te kunnen opnemen met de betrokken personen om hen te helpen een afspraak te maken voor hun vaccinatie.

De Verwerkingsverantwoordelijke en de Verwerker beslissen samen welke groepen burgers onderworpen zullen worden aan deze Verwerking.

De Verwerker, die zich aan de burger voorstelt in zijn rol als Verwerker van de GGC, kan aanbieden de burger te helpen een afspraak te maken voor een vaccinatie in de afsprakenoepassing Bru-Vax of de afspraak voor hem te maken. Daartoe kan het nodig zijn dat het INSZ van de burger aan de Verwerker meegedeeld wordt, wat de instemming van de burger vereist. Het INSZ van de burger kan alleen in de afsprakenoepassing Bru-Vax ingevoerd worden en mag niet op een apart document of in een andere toepassing dan Bru-Vax worden geregistreerd.

Bij vragen van burgers waarop de Verwerker geen antwoord heeft, verwijst hij de burger naar het vaccinatiecallcenter met als telefoonnummer 02 214 19 19. De Verwerker licht de burgers in over de verschillende ondersteuningsmiddelen voor de vaccinatie (bijvoorbeeld

vervoersdiensten naar de vaccinatiecentra) of over elke andere behoefte die de burger aanhaalt.

Nadat de lijst van burgers met wie contact moet worden opgenomen verwerkt is of wanneer de Verwerker besluit niet langer contact op te nemen met burgers, informeert de Verwerker de Verwerkingsverantwoordelijke over de burgers met wie hij contact heeft opgenomen of heeft geprobeerd contact op te nemen, via hetzelfde beveiligde kanaal, waarna hij onmiddellijk en op passende wijze de ontvangen Persoonsgegevens vernietigt.

2.3. Elke Verwerking anders dan omschreven in de Opdracht is strikt verboden, met inbegrip van de doorgifte van Persoonsgegevens aan Derden, behalve indien één van de hieronder opgesomde voorwaarden vervuld is:

- de Verwerkingsverantwoordelijke heeft schriftelijke instructies gegeven om bijkomende Verwerkingen uit te voeren; of
- een Unierechtelijke of lidstaatrechtelijke bepaling verplicht de Verwerker tot deze bijkomende Verwerking. De Verwerker zal de Verwerkingsverantwoordelijke desgevallend binnen een redelijke termijn voorafgaand aan de bijkomende Verwerking op de hoogte stellen van voornoemd wettelijk voorschrift, tenzij die wetgeving deze kennisgeving om gewichtige redenen van algemeen belang verbiedt. De Verwerker doet dat binnen een termijn zodat het voor de Verwerkingsverantwoordelijke mogelijk is om eventuele rechtsmiddelen tegen de Verwerking van de Persoonsgegevens in te stellen.

2.4. De Persoonsgegevens die in het kader van de Opdracht worden Verwerkt, zijn:

- Voornaam en familienaam
- Telefoonnummer
- Adres
- E-mailadres

2.5. Personen die betrokken zijn bij de Verwerking:

Voor de Verwerkingsverantwoordelijke:

- Verantwoordelijke voor dit systeem bij de Diensten van het Verenigd College:
Louise De Viron

De verantwoordelijke voor het systeem voor de Diensten van het Verenigd College bepaalt welke personen deel uitmaken van het systeem voor de Diensten van het Verenigd College en wie de referentiepersoon is voor de Gemeente.

Voor de Verwerker:

- Verantwoordelijke voor dit systeem bij de Gemeente: []
- Contactpersoon die de Persoonsgegevens ontvangt: []
- Personen die contact opnemen met burgers: []

De verantwoordelijke van het gemeentelijke systeem bepaalt welke personen deel uitmaken van het gemeentelijke systeem en wie de contactpersoon is voor de Diensten van

het Verenigd College.

De Diensten van het Verenigd College en de Gemeente zien erop toe dat de personen die bij deze dossiers betrokken zijn het passende profiel hebben voor de beoogde tussenkomsten, die van gevoelige aard zijn en gebonden zijn aan het beroepsgeheim.

2.6. De Verwerker informeert onmiddellijk de Verwerkingsverantwoordelijke als hij denkt dat een voorschrift een inbreuk vormt op de AVG of andere bepalingen van de Unie of op wetgeving van een lidstaat.

Artikel 3: Beveiliging (art. 28, lid 3.c AVG)

3.1. De Verwerker treft alle passende technische en organisatorische maatregelen die nodig zijn om de Persoonsgegevens te beveiligen, rekening houdend met de stand van de techniek en de kost voor beveiliging, alsook met de aard, de omvang, de context en de verwerkingsdoeleinden en de qua waarschijnlijkheid en ernst uiteenlopende risico's voor de rechten en vrijheden van personen. In het bijzonder zal de Verwerker de Persoonsgegevens beveiligen tegen vernietiging, verlies, vervalsing, niet-toegelaten verspreiding of toegang en elke andere vorm van onwettige Verwerking.

3.2 Beveiligde communicatie

Informatie-uitwisseling tussen de Diensten van het Verenigd College en de Gemeente

Er zal een beveiligde SharePoint-site worden opgezet voor informatie-uitwisseling tussen de leden van de Diensten van het Verenigd College die bij dit systeem betrokken zijn en de contactpersoon van de Gemeente.

Door de gevoelige aard van de verwerkte informatie zal de SharePoint-site slechts toegankelijk zijn voor een beperkt aantal personen van de teams van de Diensten van het Verenigd College en de Gemeenten.

De toegang zal nominatief zijn en een persoonlijk wachtwoord vereisen.

De Gemeenten zullen uitsluitend beschikken over de Persoonsgegevens van de burgers op hun grondgebied.

De beveiliging van de SharePoint-site wordt gegarandeerd door de Diensten van het Verenigd College.

Informatieverspreiding binnen de teams van de Gemeente

De Gemeente zorgt ervoor dat de Persoonsgegevens alleen toegankelijk zijn voor de personen die betrokken zijn bij dit systeem: alleen de contactpersoon of -personen van de Gemeente en de ambtenaren die een contactpersoon zijn. De ambtenaren die een contactpersoon zijn, ontvangen enkel informatie over de contacten die hun zijn toevertrouwd.

De communicatiemiddelen die de Gemeente gebruikt, zijn beveiligd.

Andere technische en organisatorische maatregelen die de Gemeente moet nemen

De Persoonsgegevens blijven maximaal veertien dagen beschikbaar op de SharePoint-site en worden daarna verwijderd. Na hoogstens zeven dagen verwijdt de Gemeente alle

betrokken Persoonsgegevens van alle andere informatiedragers.

De Gemeente houdt een lijst bij van alle personen die toegang hebben tot de Persoonsgegevens (dat zijn er meer dan de personen die toegang hebben tot de SharePoint-site); de toegang wordt beheerd door een persoon bij de Gemeente die daartoe aangeduid is.

De personen die toegang hebben tot de betrokken Persoonsgegevens ondertekenen een vertrouwelijkheidsverklaring waarin zij de volgende uitdrukkelijke regels aanvaarden: niet kopiëren, niet doorgeven, alleen gebruiken voor het aangegeven doeleinde en niet koppelen aan andere Persoonsgegevens waarop dat doeleinde geen betrekking heeft.

Artikel 4: Verwerking door Verwerkers (art. 28 lid 4 AVG)

4.1. Voor de Verwerking van de Persoonsgegevens kan de Verwerker geen beroep doen op een of meerdere latere Verwerkers tenzij met de voorafgaande specifieke schriftelijke toestemming van de Verwerkingsverantwoordelijke.

4.2. De Verwerker verschafft de Verwerkingsverantwoordelijke een duidelijk overzicht van de Verwerkingen die een latere Verwerker zal uitvoeren in het kader van deze overeenkomst. Dit overzicht moet ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Verwerkingsverantwoordelijke en wordt, na goedkeuring, toegevoegd in Bijlage 1.

4.3 Indien de Verwerker een nieuwe latere Verwerker wil aanstellen of een bestaande latere Verwerker wil vervangen, dan vraagt hij telkens tien (10) kalenderdagen voordat de latere Verwerker zou worden aangesteld, de schriftelijke toestemming van de Verwerkingsverantwoordelijke, via het e-mailadres dataprotection@ccc.brussels.

4.4 De Verwerker zal bij schriftelijke overeenkomst aan de latere Verwerker dezelfde verplichtingen inzake gegevensbescherming opleggen als deze die worden opgelegd aan de Verwerker in deze Verwerkingsovereenkomst, zodat de Verwerking zou voldoen aan de vereisten van de AVG.

4.5. De Verwerker blijft ten opzichte van de Verwerkingsverantwoordelijke de verantwoordelijkheid dragen voor het naleven van de verplichtingen uit de AVG, uit toepasselijke nationale wetgeving en zoals vastgesteld door deze Verwerkingsovereenkomst door zijn latere Verwerkers.

4.6. Op eenvoudig verzoek verstrekt de Verwerker aan de Verwerkingsverantwoordelijke onmiddellijk een kopie van eventuele latere verwerkingsovereenkomsten, desgevallend met uitzondering van de financiële regeling tussen de Verwerker en de latere Verwerker.

Artikel 5: Bijstand (art. 28, lid 3.e en f AVG)

5.1. Algemeen

De Verwerker zal, rekening houdend met de aard van de Verwerking, en de hem ter beschikking staande informatie, de Verwerkingsverantwoordelijke alle informatie verstrekken en alle bijstand verlenen die noodzakelijk is en/of redelijkerwijze mag worden verwacht zodat de Verwerkingsverantwoordelijke in staat zou zijn om zijn verplichtingen als Verwerkingsverantwoordelijke uit hoofde van de artikelen 32 tot en met 36 AVG na te komen en om het bewijs te leveren van deze nakoming.

5.2. Bijstand bij verzoeken van de betrokkenen

De Verwerker zal alle mogelijke maatregelen nemen zodat de Verwerkingsverantwoordelijke kan tegemoetkomen aan de verzoeken van een betrokkene die zich beroept op de hierna vermelde rechten en de Verwerker zal, in voorkomend geval, de Verwerkingsverantwoordelijke daarbij alle medewerking verlenen wat betreft:

- het recht van inzage, en onder meer om een kopie van de Persoonsgegevens die worden Verwerkt te bekomen;
- het recht op rectificatie van de Persoonsgegevens;
- het recht op gegevenswissing (“recht op vergetelheid”);
- het recht op beperking van de Verwerking;
- het recht op overdraagbaarheid van de Persoonsgegevens;
- het recht van bezwaar;
- het recht om niet te worden onderworpen aan geautomatiseerde individuele besluitvorming waaronder profilering.

Indien een betrokkene zich rechtstreeks wendt tot de Verwerker om zich te beroepen op één van de voormelde rechten, zal de Verwerker dit onmiddellijk melden aan de Verwerkingsverantwoordelijke op het e-mailadres dataprotection@ccc.brussels en alleen tegemoetkomen aan het verzoek van de betrokkene na akkoord van de Verwerkingsverantwoordelijke.

5 . 3 . Bijstand bij de nakoming van de verplichting tot gegevensbeschermingseffectbeoordeling (GEB – art. 35 AVG)

De Verwerker en de Verwerker zullen een gegevensbeschermingseffectbeoordeling uitvoeren.

De Verwerker zal rekening houdend met de aard van de Verwerking en de hem ter beschikking staande informatie, alle bijstand verlenen aan de Verwerkingsverantwoordelijke bij de verplichting tot gegevensbeschermingseffectbeoordeling (GEB), en inzonderheid om te komen tot een volwaardige en correcte risicobeoordeling en –beheersing. Wanneer een reeds bestaande Verwerking van Persoonsgegevens volgens een nieuw technologisch proces zal worden uitgevoerd, zal de Verwerkingsverantwoordelijke nagaan of een GEB moet worden uitgevoerd en de Verwerker daarvan op de hoogte brengen om zijn bijstand te vragen.

Indien nodig en op verzoek van de Verwerkingsverantwoordelijke, zal de Verwerker de Verwerkingsverantwoordelijke bijstaan om ervoor te zorgen dat de verplichtingen ingevolge de uitvoering van een GEB worden nagekomen. Indien uit een GEB blijkt dat de Verwerking een hoog risico voor de gegevensbescherming zou opleveren, zal de Verwerker op verzoek van de Verwerkingsverantwoordelijke of de toezichhoudende autoriteit alle informatie verstrekken die noodzakelijk is in het kader van de voorafgaande raadpleging.

Artikel 6: Vertrouwelijkheid (artikel 28, lid 3.b AVG)

6.1. De Verwerker verbindt zich er uitdrukkelijk toe het vertrouwelijke karakter en de veiligheid van de Persoonsgegevens die hij in het kader van de Opdracht Verwerkt, te

waarborgen.

6.2. De Verwerker maakt zich sterk dat alle personeelsleden of aangestelden die toegang hebben tot de Persoonsgegevens het vertrouwelijke karakter en de veiligheid van deze Persoonsgegevens zullen respecteren. De Verwerker zal erop toezien dat personeelsleden of aangestelden enkel toegang verkrijgen tot Persoonsgegevens als ze behoorlijk gebonden zijn door een wettelijke of contractuele vertrouwelijkheidsverplichting.

6.3. De Verwerker bevestigt uitdrukkelijk dat hij geen enkel Persoonsgegeven in het kader van deze Verwerkingsovereenkomst of daaruit afgeleide informatie, bekend zal maken aan enige derde partij, dat hij op geen enkel moment de Persoonsgegevens voor eigen behoeften of doeleinden zal gebruiken en/of Verwerken en dat hij deze Persoonsgegevens niet zal kopiëren (tenzij dat strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van deze Verwerkingsovereenkomst).

6.4. Het is de Verwerker toegestaan een back-up te maken van de beschikbare Persoonsgegevens om een continue dienstverlening te kunnen garanderen. Deze kopie zal evenwel adequaat en permanent verwijderd worden als deze niet langer nodig is.

Artikel 7: Register van de verwerkingsactiviteiten (artikel 30 lid 2 AVG)

De Verwerker houdt, in overeenstemming met artikel 30, lid 2 AVG, een register bij van alle categorieën van Verwerkingen die hij ten behoeve van de Verwerkingsverantwoordelijke (heeft) verricht. Dit register – dat in schriftelijke (waaronder elektronische) vorm is opgesteld – vermeldt:

- de naam en de contactgegevens van de Verwerker en de Verwerkingsverantwoordelijke (in voorkomend geval van de vertegenwoordiger van de Verwerkingsverantwoordelijke of de Verwerker), en van de vertegenwoordiger van de Verwerkingsverantwoordelijke of van de Verwerker en van de functionaris voor gegevensbescherming;
- de categorieën van Verwerkingen die voor rekening van de Verwerkingsverantwoordelijke zijn uitgevoerd;
- indien van toepassing, doorgiften van Persoonsgegevens aan een derde land of een internationale organisatie, met vermelding van dat derde land of die internationale organisatie, en in voorkomend geval (zie artikel 49, lid 1 AVG) de documenten inzake de passende waarborgen;
- indien mogelijk, een algemene beschrijving van de technische en organisatorische beveiligingsmaatregelen bedoeld in artikel 32, lid 1 AVG.

Artikel 8. Plaats van Verwerking en doorgiften (art. 28, lid 3.a en art. 48 AVG)

8.1. Het Verwerken van Persoonsgegevens kan enkel gebeuren op het grondgebied van één van de lidstaten van de Europese Economische Ruimte (EER), ongeacht of de Verwerking wordt uitgevoerd door de Verwerker of een latere Verwerker. De Verwerker waarborgt dat hij geen Persoonsgegevens doorgeeft of anderszins beschikbaar of toegankelijk maakt aan landen of organisaties buiten de EER, tenzij hij hiertoe instructie heeft gekregen vanwege de Verwerkingsverantwoordelijke.

8.2. Op een verzoek tot doorgifte of het verstrekken van Persoonsgegevens aan een land buiten de EER, gebaseerd op een rechterlijke uitspraak of een besluit van een administratieve autoriteit, kan enkel worden ingegaan indien die rechterlijke uitspraak of dat besluit gebaseerd is op een internationale overeenkomst, zoals een verdrag inzake wederzijdse rechtsbijstand tussen het verzoekende derde land en de Unie of een lidstaat (onverminderd de andere gronden voor doorgifte aan een derde land vastgesteld in hoofdstuk V van de AVG). In voorkomend geval zal de Verwerker de Verwerkingsverantwoordelijke onmiddellijk en voorafgaand aan de doorgifte op de hoogte brengen van het verzoek op het e-mailadres dataprotection@ccc.brussels.

Artikel 9: Melding van een inbreuk in verband met de Persoonsgegevens (art. 33 – 34 AVG)

De Verwerker informeert de Verwerkingsverantwoordelijke op het e-mailadres dataprotection@ccc.brussels onmiddellijk zodra - en uiterlijk binnen 4 uur nadat - hij kennis heeft genomen van een Datalek. De Verwerker zal in dat kader, met het oog op de melding van de inbreuk door de Verwerkingsverantwoordelijke aan de toezichthoudende entiteit (artikel 33 AVG) en aan de betrokkene (artikel 34 AVG), de volgende gegevens meedelen aan de Verwerkingsverantwoordelijke:

- de aard van de inbreuk, waar mogelijk met vermelding van de categorieën van betrokkenen en persoonsgegevensregisters in kwestie en, bij benadering, het aantal betrokkenen en persoonsgegevensregisters in kwestie;
- de naam en de contactgegevens van de functionaris voor gegevensbescherming of een ander contactpunt waar meer informatie kan worden verkregen;
- de waarschijnlijke gevolgen van de inbreuk in verband met de Persoonsgegevens;
- de maatregelen die werden genomen of kunnen worden genomen om de inbreuk in verband met de Persoonsgegevens aan te pakken, waaronder, in voorkomend geval, de maatregelen ter beperking van de eventuele nadelige gevolgen daarvan.

Artikel 10: Aansprakelijkheid (art. 82 AVG)

10.1. De Verwerker is aansprakelijk voor de schade die door Verwerking is veroorzaakt wanneer (1) bij de Verwerking niet is voldaan aan de specifiek tot Verwerkers gerichte verplichtingen van de AVG, de Verwerkingsovereenkomst en andere wet- en regelgeving of (2) buiten dan wel in strijd met de instructies van de Verwerkingsverantwoordelijke is gehandeld.

10.2. De Verwerker kan van zijn aansprakelijkheid worden vrijgesteld indien hij bewijst dat hij op geen enkele wijze verantwoordelijk is voor het schadeveroorzakende feit.

Artikel 11: Audits (art. 28 lid 3.h AVG)

11.1. De Verwerker verbindt er zich uitdrukkelijk toe elke audit, controle of onderzoek, rechtstreeks dan wel onrechtstreeks, via een daartoe gemachtigde persoon of organisatie, door de Verwerkingsverantwoordelijke om na te gaan of de Verwerker zijn verplichtingen nakomt, mogelijk te maken en eraan bij te dragen.

In dat geval verstrekt de Verwerker, op verzoek van de Verwerkingsverantwoordelijke, onder andere alle informatie die nodig is om aan te tonen dat de verplichtingen die verbonden zijn aan de tussenkomenst van een Verwerker, zoals omschreven door artikel 28 AVG en in deze Verwerkingsovereenkomst, worden nagekomen. Dit betreft met name de informatie met betrekking tot zijn Verwerking van de Persoonsgegevens en de genomen veiligheidsmaatregelen.

11.2 In dit kader verbindt de Verwerker zich er ook toe om aan de Verwerkingsverantwoordelijke toegang te geven tot zijn lokalen voor Verwerking om de naleving van deze Verwerkingsovereenkomst te kunnen nagaan. De Verwerkingsverantwoordelijke verbindt zich ertoe een kopie van het auditrapport over te maken aan de Verwerker.

Artikel 12: Beëindiging van de Verwerkingsovereenkomst (art. 28, lid 3.g AVG)

12.1. De Verwerker bewaart de Persoonsgegevens niet langer dan noodzakelijk is voor de uitvoering van de Opdracht.

12.2. De Verwerker zal, na afloop van de Verwerking, naargelang de keuze van de Verwerkingsverantwoordelijke, alle Persoonsgegevens wissen op alle dragers of, op eenvoudig verzoek van de Verwerkingsverantwoordelijke, de Persoonsgegevens overdragen aan de Verwerkingsverantwoordelijke binnen een termijn van 90 dagen en de kopieën ervan verwijderen, tenzij de opslag verplicht is volgens een Unierechtelijke of lidstaatrechtelijke bepaling.

12.3. Ook na afloop van de Verwerkingsovereenkomst en zolang de Verwerker toegang heeft tot de Persoonsgegevens die hem in het kader van deze Verwerkingsovereenkomst werden toevertrouwd, blijft de Verwerker onderworpen aan de voorgaande bepalingen inzake de Verwerking van Persoonsgegevens.

Artikel 13. Duur van de overeenkomst

13.1. Deze Verwerkingsovereenkomst neemt aanvang op [DATUM ONDERTEKENING] en blijft van kracht [voor onbepaalde duur] OF [tot EN MET (datum)].

13.2. Bij een overeenkomst voor onbepaalde duur mag elke Partij deze Verwerkingsovereenkomst beëindigen door aan de andere Partij een schriftelijke gemotiveerde kennisgeving daartoe te bezorgen.

Indien de Verwerkingsverantwoordelijke de Verwerkingsovereenkomst wenst te beëindigen, deelt hij dit schriftelijk aan de Verwerker mee op het e-mailadres van zijn functionaris voor gegevensbescherming of Data Protection Officer (DPO) [] en zijn vertegenwoordiger []. De Verwerkingsovereenkomst zal één maand na deze kennisgeving effectief worden beëindigd.

Indien de Verwerker de Verwerkingsovereenkomst wenst te beëindigen, deelt hij dit schriftelijk mee aan de Verwerkingsverantwoordelijke via het e-mailadres van de DPO dataprotection@ccc.brussels en van de leidend ambtenaar van de Diensten van het Verenigd College nnoel@ccc.brussels. De Verwerkingsovereenkomst zal één maand na

deze kennisgeving effectief worden beëindigd.

13.3. De Verwerkingsverantwoordelijke mag deze Verwerkingsovereenkomst onmiddellijk beëindigen, zonder zich te wenden tot een rechtbank, door aan de Verwerker een schriftelijke kennisgeving van beëindiging te overhandigen, als:

1. de Verwerker inbreuk pleegt op deze Verwerkingsovereenkomst en deze inbreuk niet kan worden ongedaan gemaakt;
2. de Verwerker inbreuk pleegt op deze Verwerkingsovereenkomst en deze inbreuk weliswaar ongedaan kan worden gemaakt, maar de Verwerker er niet in slaagt de inbreuk ongedaan te maken binnen een periode van 30 dagen na overhandiging van een schriftelijke ingebrekestelling aan de Verwerker om de inbreuk ongedaan te maken;
3. de Verwerker failliet gaat of betrokken is in een vereffening of ontbinding.

Artikel 14: Toepasselijk recht en geschillen

14.1 Deze Verwerkingsovereenkomst wordt beheerst door het Belgisch recht.

14.2 In geval van enig geschil in verband met de interpretatie, toepassing en/of de uitvoering van deze Verwerkingsovereenkomst, wordt bepaald dat de Partijen de voorrang geven aan onderhandeling om te proberen het geschil op te lossen.

14.3 In geval van mislukking van de onderhandelingen, verklaren de Partijen dat het geschil onder de exclusieve bevoegdheid van de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel zal vallen.

Artikel 15: Kosten

Alle diensten die in het kader van de Opdracht worden geleverd, zijn gratis, behoudens anders wordt afgesproken.

Artikel 16: Varia

16.1. Indien een bepaling van deze Verwerkingsovereenkomst geheel of gedeeltelijk ontoepasselijk, onwettig of nietig wordt bevonden, heeft dit geen enkele invloed op de geldigheid, wettigheid en afdwingbaarheid van de overige clausules.

De partijen zullen vervolgens te goeder trouw onderhandelen om deze bepaling te vervangen door een geldige clause, waarvan de betekenis en het doel zo dicht mogelijk bij die van de ongeldig gemaakte clause liggen.

16.2. Wijzigingen in de clausules van deze Verwerkingsovereenkomst dienen schriftelijk te worden aangebracht door middel van een wijzigingsclausule die bij deze Verwerkingsovereenkomst wordt gevoegd en die door de beide Partijen aanvaard moet worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

2. Geheimhoudingsverklaring_Sharepoint_NL.docx, 2.

*Geheimhoudingsverklaring_Sharepoint_FR.docx, Contrat de sous-traitance - Appels
VaccinationFR 12 05 2021.docx, Contrat_de_sous-traitance_-_Appels_Vaccination.NL 12
05 2021.docx*

Levée de la séance à 20:15
Opheffing van de zitting om 20:15

Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Annick Petit

Jean Laurent